



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CENTRE HOSPITALIER
JOIGNY**

24 AVR. 2025

DIRECTION

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE**

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON

PV CA n° 153/25/FF

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 2^{ème} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE Bât Chantemerle

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31313

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

ALLEE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022 Avis: Favorable

Périodicité des visites : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Structures d'accueil pour personnes âgées
Type principal	: J
Catégorie	: 5ème
Effectif public	: 20 dont 15 hébergés
Effectif personnel	: 5
EFFECTIF TOTAL	: 25

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5e catégorie

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment dénommé « Chantemerle » à simple rez-de-chaussée permet d'accueillir 15 résidents non dépendants.

Le chauffage est central distribué par une chaudière gaz située dans un autre bâtiment

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
 - d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 (alarme générale sélective) pour l'ensemble des bâtiments.
 - d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.
- L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Effectifs

Niveau	local	Résidents	Type d'activité	1 visiteur pour 3 résidents	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Chambres	15	J	5	20	5	
TOTAL					20	5	25

Dérogation(s) accordée(s) : néant

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERIS en date du 26/11/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024
- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R.143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- > Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- > éclairage de sécurité / divers.
- > Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Néant

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

Néant

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les deux ans ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les deux ans ;
- Ventilation : tous les deux ans ;
- Gaz : tous les deux ans ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;

- Moyens de secours:
 - Extincteurs : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Système de sécurité incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. PE 4 § 2) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

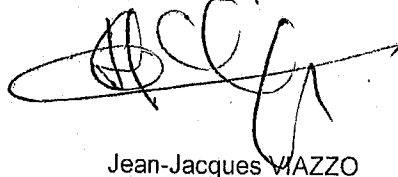
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CENTRE HOSPITALIER
JOIGNY**

24 AVR. 2025

DIRECTION

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE**

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON
PV CA n° 152/25/FF

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 2^{ème} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE Bât Hirondelles

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31314

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

ALLEE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022 Avis: Favorable

Périodicité des visites : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Structures d'accueil pour personnes âgées
Type principal	: J
Catégorie	: 5ème
Effectif public	: 17 dont 13 hébergés
Effectif personnel	: 4
EFFECTIF TOTAL	: 21

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5e catégorie

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment dénommé « Hirondelles » à simple rez-de-chaussée permet d'accueillir 13 résidents non dépendants.

La circulation permettant d'accéder au chambre est d'une longueur de plus de 10 mètres, mais toutes les chambres disposent d'une porte fenêtre menant directement sur l'extérieur, le volet étant soit mécanique, soit électrique de technologie solaire.

Le chauffage est central distribué par une chaudière gaz située dans un autre bâtiment

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
 - d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 (alarme générale sélective) pour l'ensemble des bâtiments.
 - d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.
- L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents.

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Effectifs

Niveau	local	Résident	Type d'activité	1 visiteur pour 3 résidents	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Chambres	13	J	4	17	4	21
TOTAL					17	4	21

Dérogation(s) accordée(s) : néant

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERIS en date du 26/11/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024
- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R.143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- > Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- > éclairage de sécurité / divers.
- > Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Néant

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

Néant

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les deux ans ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les deux ans ;
- Ventilation : tous les deux ans ;
- Gaz : tous les deux ans ;

- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
- Moyens de secours:
 - Extincteurs : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Système de sécurité incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. PE 4 § 2) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

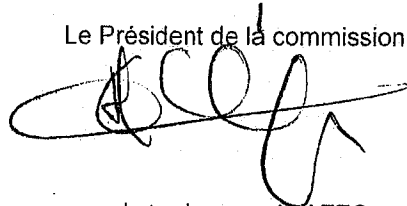
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO



**PREFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

CENTRE HOSPITALIER

JOIGNY

24 AVR. 2025

DIRECTION

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE**

Service PREVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON
PV CA n° 151/25/FF

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 2^{ème} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE Bât Tourterelles

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31316

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

ALLEE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Tél. :

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022

Avis: Favorable

Périodicité des visites : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Structures d'accueil pour personnes âgées
Type principal	: J
Catégorie	: 5ème
Effectif public	: 17 dont 13 hébergés
Effectif personnel	: 4
EFFECTIF TOTAL	: 21

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 22 juin 1990 portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public de 5e catégorie

Descriptif de l'établissement :

Bâtiment dénommé « Hirondelles » à simple rez-de-chaussée permet d'accueillir 13 résidents non dépendants. La circulation permettant d'accéder au chambre est d'une longueur de plus de 10 mètres, mais toutes les chambres disposent d'une porte fenêtre menant directement sur l'extérieur, le volet étant soit mécanique, soit électrique de technologie solaire.

Le chauffage est central distribué par une chaudière gaz située dans un autre bâtiment

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
- d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 (alarme générale sélective) pour l'ensemble des bâtiments.

- d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.

L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents.

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Effectifs

Niveau	local	Résident	Type d'activité	1 visiteur pour 3 résident	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Chambres	13	J	4	17	4	21
TOTAL					17	4	21

Dérogation(s) accordée(s) : néant

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERIS en date du 26/11/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024
- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R.143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- > Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- > éclairage de sécurité / divers.
- > Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Néant

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

Néant

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les deux ans ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les deux ans ;
- Ventilation : tous les deux ans ;

- Gaz : tous les deux ans ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans ;
- Moyens de secours:
 - Extincteurs : tous les ans,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Système de sécurité incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien,
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ;(art. PE 4 § 2) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

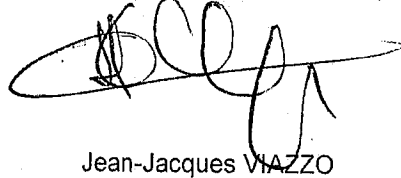
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**CENTRE HOSPITALIER
JOIGNY**

24 AVR. 2025

DIRECTION

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

**SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE**

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON
PV CA n° 150/25/FF

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE Bât Pinsons Fauvettes

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31315

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

ALLEE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Structures d'accueil pour personnes âgées
Type principal	: J
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 52 dont 39 hébergés
Effectif personnel	: 13
Effectif total	: 65

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 19 novembre 2001 modifié relatif aux établissements de type J

Descriptif de l'établissement :

Trois bâtiments sont en communication entre eux dénommés « Rossignol + Fauvettes + Pinsons » (PFR) permettant d'accueillir en rez-de-chaussée au total 39 résidents non dépendants.

Le chauffage est central distribué par une chaudière gaz située dans un autre bâtiment

L'établissement est doté :

- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
- d'un SSI de catégorie A avec un équipement d'alarme du type 1 (alarme générale sélective) pour l'ensemble des bâtiments.

- d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.

L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents.

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Effectifs

Niveau	local	Résident	Type d'activité	1 visiteur pour 3 résidents	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Chambre	39	J	13	52	13	65
TOTAL					52	13	65

Dérogation(s) accordée(s) : néant

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) ARLI en date du 12/11/2024
- Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) **non réalisée**
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) DALKIA
- Etanchéité (gaz liquide frigorigène) : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) DALKIA en date du 22/05/2023
- Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57) en date du 11/09/2024
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) APAVE en date du 15/04/2024
- Groupe électrogène : TC/15j / 1/mois (EL18) KOHLER en date du 09/10/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERISS en date du 26/11/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024
- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme dans la circulation par l'action de détecteur autonome d'incendie: résultat correct et bonne réactivité et réaction des personnels arrivés sur place.

L'éclairage de sécurité est efficace.

Les issues de secours sont en bon état de fonctionnement.

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1• Afficher une signalisation sur l'ensemble des locaux divers ou techniques de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Articles MS 41 et MS 42)

2• Initier le personnel de l'établissement à la mise en œuvre des moyens de secours et maintenir dans le temps cette information

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Article MS 72 §1)

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- | | |
|--|---------------------------------------|
| • Désenfumage | : tous les ans (DF 10) ; |
| • Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) | : tous les ans (CH 58) ; |
| • Ventilation | : tous les ans (CH 58) ; |
| • Gaz | : tous les ans (GZ 30) ; |
| • Électricité et éclairage de sécurité | : tous les ans (EL 19) ; |
| • Gaz médicaux | : tous les ans (U64) ; |
| • Moyens de secours : | |
| o Extincteurs et RIA | : tous les ans (MS73) ; |
| o Détection automatique d'incendie | : tous les ans, avec obligation de |
| souscrire un contrat d'entretien (MS 58), | |
| o Système de sécurité incendie | : tous les ans et tous les 3 ans, par |
| une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un | |
| contrat d'entretien (SSI A et B) (MS 68) ; | |
| o Équipement d'alarme | : tous les ans, avec obligation de |
| souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (MS 73) ; | |

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

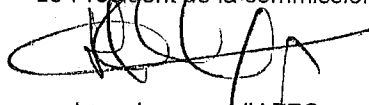
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,


Jean-Jacques VIAZZO



24 AVR. 2025

PRÉFET
DE L'YONNE DIRECTION

Liberté
Égalité
Fraternité

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON
PV CA n° 148/25/FF

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE bât. Jehanne

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31318

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

1 ALLEE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante
Type principal	: U
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 180 dont 120 hébergés
Effectif personnel	: 40
Effectif total	: 220

Textes de référence :

- Code de l'Urbanisme
- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité (C.C.D.S.A)
- Arrêté n° PREF-CAB-SIDPC-2023-131 du 1er mars 2023 portant composition des sous-commissions de la Commission Consultative Départementale de la Sécurité et de l'Accessibilité (CCDSA)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP (Arrêté du 22 mars 2004 modifié)
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U

Descriptif de l'établissement :

Le bâtiment dénommé « Résidence Jehanne » est composé de la manière suivante :

Au sous-sol :

- les locaux de la cuisine centrale,
- divers locaux techniques (TGBT, local serveur, sous station, etc.),
- divers locaux de stockage,
- des vestiaires ;

Au rez-de-chaussée :

- une zone accueil – administration ;
- un accueil, avec un espace d'attente visiteur,
- des bureaux,
- une zone de vie commune :
- un kiosque, cafétéria,
- un salon de coiffure,
- une zone de consultation externe,
- une unité de vie n° 1 : 29 chambres (29 lits), salle à manger, des salons,
- une unité de vie n° 2 : 27 chambres (27 lits), salle à manger, des salons ;

Au 1er étage :

- une unité de vie n° 3 : 30 chambres (30 lits), salle à manger, des salons
- une unité de vie n° 2 : 34 chambres (34 lits), salle à manger, des salons.

Le chauffage est central distribué par une chaudière gaz d'une puissance supérieure à 70 KW.

L'établissement est doté :

- d'un réseau fixe de fluides médicaux ;
 - d'un dispositif de désenfumage :
 - naturel, pour les cages d'escalier de la résidence « Jehanne »
 - mécanique, pour les circulations horizontales de la résidence « Jehanne » ;
 - d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique) ;
 - d'un SSI de catégorie A (détection dans tous les locaux et circulations, dans les combes à l'exception des escaliers et sanitaires) avec un équipement d'alarme du type 1 (alarme générale sélective) pour l'ensemble des bâtiments ;
 - d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.
- L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents.

La défense incendie est assurée par un poteau d'incendie situé à proximité.

Effectifs

Niveau	local	Nombre de lits	Type d'activité	1 visiteur pour 2 lits	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
R+1	Chambres	64	U	32	96	40	220
RDC		56		28	84		
TOTAL :					180	40	220

Dérogation(s) accordée(s) : néant**Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :**

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Portes automatiques : Relevé de vérification des portes automatiques en façade (CO 48) OTIS en date du 12/11/2024
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) ARLI en date du 12/11/2024
- Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) **non réalisée**
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) DALKIA
- Etanchéité (gaz liquide frigorigène) : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) DALKIA en date du 22/05/2023
- Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57) en date du 11/09/2024
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) APAVE en date du 15/04/2024
- Groupe électrogène : TC/15j / 1/mois (EL18) KOHLER en date du 09/10/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11) APAVE en date du 25/11/2024
- Ascenseurs Monte-charges : Contrat d'entretien des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants (AS 8) OTIS en date du 31/12/2024
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) APAVE en date du 15/04/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme,

détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERIS en date du 26/11/2024

- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023

- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024

- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024

- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH.

Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme dans une chambre du R+1 et dans une circulation du RDC : résultats corrects et bonne réactivité et réaction des personnels arrivés sur place.

L'éclairage de sécurité est efficace.

Les issues de secours sont en bon état de fonctionnement.

La commande de désenfumage manuel de l'escalier a actionné l'ouverture de l'exutoire.

Le désenfumage mécanique est fonctionnel.

Observations:

- quelques locaux à risque restés ouverts ,
- observations sur les rapports de vérifications ,
- absence de vérification du désenfumage mécanique ,
- quelques locaux non identifiés, sur les portes et les plans.

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

1• S'assurer de la fermeture et le maintien en service des fermes, portes installés sur les locaux à risques
Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public – Art.CO28

2• Afficher une signalisation sur l'ensemble des locaux divers ou techniques de l'établissement pour faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Articles MS 41 et MS 42)

3• Initier le personnel de l'établissement à la mise en œuvre des moyens de secours et maintenir dans le temps cette information

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Article MS 72 §1)

4• Réaliser la vérification annuelle du désenfumage mécanique par une personne ou un organisme agréé
Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Article DEF10)

5• Lever les observations rédigées dans les rapports de vérifications des différentes installations techniques.
Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47) - R.143-34

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un

établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (EL 19) ;
- Ascenseurs : tous les 5 ans par une personne ou un organisme agréé (Avant remise en service faisant suite à une transformation importante – Vérifications du respect des dispositions applicables aux ascenseurs) (AS 9) ;
- Appareils de cuisson : tous les ans (GC 22) ;
- Gaz médicaux : tous les ans (U64) ;
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans (MS73) ;
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (MS 58),
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (MS 73) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R. 143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

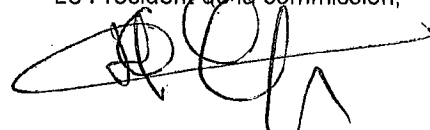
Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,



Jean-Jacques VIAZZO



**PRÉFET
DE L'YONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

24 AVR. 2025

DIRECTION

COMMISSION CONSULTATIVE

DEPARTEMENTALE DE SECURITE ET

D'ACCESSIBILITE

SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE
SECOURS DE L'YONNE

Service PRÉVENTION

Rapporteur : Lieutenant 2C Frédéric FRISSON

PV CA n° 149/25/FF

Commission d'arrondissement de SENS

**PROCÈS-VERBAL DE VISITE PERIODIQUE
(ERP du 1^{er} groupe)**

20 mars 2025

HAMEAU DE RETRAITE Bât USRR

Références PREVARISC :

Identifiant unique de l'établissement : 206 - 035

Identifiant unique du dossier : 31317

Directeur unique de sécurité :

Exploitant :

Mme Véronique ROBIN

Coordonnées de l'établissement :

ALLÉE PIERRE DE COUBERTIN 89300 JOIGNY

Dernière visite périodique :

Date : 07 avril 2022

Avis : Favorable

PÉRIODICITÉ DES VISITES : ☒ 3 ans

Classement :

Activité principale	: Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante
Type principal	: U
Catégorie	: 4ème
Effectif public	: 30 dont 20 hébergés
Effectif personnel	: 9
Effectif total	: 39

Textes de référence :

- Code de la Construction et de l'Habitation (Article R.143-1 à R.143-47)
- Articles GN (dispositions applicables à tous les établissements recevant du public - Livre I du règlement de sécurité)
- Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté Préfectoral n° PREF-CAB 2018-0268 du 04 mai 2018 portant approbation du Règlement Départemental de Défense Extérieure contre l'Incendie. (RDDECI)
- Arrêté du 23 mai 1989 modifié relatif aux établissements de type U

Descriptif de l'établissement :

L'établissement d'unité de soins de suite et de réadaptation est implanté dans un bâtiment à simple rez-de-chaussée sur sous-sol de construction traditionnelle, le sous-sol n'est pas accessible au public.

Le bâtiment abrite :

Aile EST

- 8 chambres individuelles,
- 2 chambres doubles,
- 1 local « matériel » de 10,06 m²,
- 1 salle de détente pour le personnel de 20,37 m²,
- 1 salle de bains thérapeutique de 19,31 m²

Zone centrale EST :

- 8 chambres individuelles,
- 1 local « linge propre » de 10,85 m²,
- 1 local « linge sale » de 6,36 m²,
- 1 bureau « cadre » de 10,51 m²,
- 1 salle de soins propres de 21,45 m²,
- 1 salle de soins sales de 10,41 m²,
- 1 pharmacie de 9,56 m²,
- 1 cabinet médecin de 10,72 m² avec salle d'examen de 10,63 m² attenante,
- 1 bureau « secrétariat » de 9,89 m².

Zone centrale :

- le hall d'entrée,
- un salon de 29,02 m²,

Zone centrale OUEST :

- 1 salle à manger de 62,66 m²,
- 1 office de 15 m² et de puissance inférieure à 20 KW,
- 1 local « poubelles » de 11,30 m²
- 1 local « produits d'entretien cuisine » de 4,76 m²,
- des sanitaires femmes,
- 1 vestiaire femmes de 9,69 m²,
- 1 vestiaire hommes de 7 m²,
- des sanitaires hommes,
- 1 local « ménage » de 9,96 m² avec local « stock entretien » de 5,23 m² attenant,
- des sanitaires pour les patients

Allee OUEST

- 1 réserve « cuisine » de 19,72 m²,
- 1 salle d'ergothérapie de 31,60 m²,
- 1 salle de motricité de 65,88 m² avec bureau de kinésithérapie attenant
- une zone non concernée par les travaux

Les locaux à risques moyens, (réserve de la cuisine, réserve de produits d'entretien, local poubelles, stock entretien, local ménage, local linge propre, local linge sale sont isolés par des murs et plafond coupe-feu 1 heures, les blocs portes sont coupe-feu 1/2 heure munis de ferme porte.

Le bâtiment objet du projet est isolé de tout tiers par une distance minimale de 8 mètres.

L'établissement est desservi par 4 dégagements totalisant 5 UP et 1 dégagement accessoire de 0,70 cm.

Le chauffage est assuré par circulation d'eau chaude distribué par la chaufferie centrale du site.

L'établissement est doté :

- d'un dispositif de désenfumage mécanique des circulations, il respecte l'instruction technique 246,
- d'un éclairage de sécurité par blocs autonomes du type non permanent (évacuation – anti-panique).

Les moyens de secours sont prévus par :

- un système de sécurité incendie de catégorie A.
- un équipement d'alarme du type 1.
- des extincteurs à eau de 6 litres à raison d'un appareil pour 200 m² et d'extincteurs appropriés aux risques dans les locaux concernés.
- un téléphone urbain.
- l'affichage des consignes de sécurité et du plan d'évacuation.
- d'un groupe électrogène assurant le remplacement de la source normale sur l'ensemble du site.

L'ensemble du site est surveillé la nuit par 8 agents présents.

Défense incendie : Elle est assurée par 1 PEI existant.

Effectifs

Niveau	local	Nombre de lits	Type d'activité	1 visiteur pour 2 chambres	Effectifs		
					Pub.	Pers.	Total
RDC	Chambres	20	U	10	30	9	39
TOTAL					30	9	39

Dérogation(s) accordée(s) : Néant

temps cette information

Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - (Article MS 72 §1)

2• Renforcer l'alarme générale sélective et s'assurer qu'elle soit audible de tous les locaux portes fermées.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - MS63

3• Interdire l'utilisation de cales et autres dispositifs pour maintenir l'ouverture de la porte réputée coupe-feu des locaux à risque particulier
Arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public - CO28

Rappels réglementaires :

- **N'exécuter** les travaux qui conduisent à la création, l'aménagement ou à la modification d'un établissement qu'après autorisation délivrée par le maire qui vérifie leur conformité aux règles prévues à l'article L 122-3. (art. L. 143-1 du code de la construction et de l'habitation).

- **Faire procéder** périodiquement, en cours d'exploitation, par un technicien compétent, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et équipements techniques suivants :

- Désenfumage : tous les ans (DF 10) ;
- Chauffage (appareils et conduits de gaz brûlés) : tous les ans (CH 58) ;
- Ventilation : tous les ans (CH 58) ;
- Gaz : tous les ans (GZ 30) ;
- Électricité et éclairage de sécurité : tous les ans (EL 19) ;
- Gaz médicaux : tous les ans (U64) ;
- Moyens de secours :
 - Extincteurs et RIA : tous les ans (MS73) ;
 - Système d'extinction automatique du type sprinkleur : tous les ans (MS73) et tous les 3 ans (MS73§2), par une personne ou un organisme agréé,
 - Détection automatique d'incendie : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (MS 58),
 - Système de sécurité incendie : tous les ans et tous les 3 ans, par une personne ou un organisme agréé (SSI A et B), avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (SSI A et B) (MS 68) ;
 - Équipement d'alarme : tous les ans, avec obligation de souscrire un contrat d'entretien (EA type 1) (art. 6 § 1 – IT 248) ; (MS 73) ;

Les vérifications techniques effectuées par une personne ou un organisme agréé doivent faire l'objet d'un rapport de vérifications réglementaires en exploitation (RVRE) conforme aux dispositions de l'article GE 9. Les vérifications techniques effectuées par un technicien compétent doivent faire apparaître sur le registre de sécurité : la date, le nom du vérificateur et l'objet des vérifications effectuées. Un relevé des vérifications effectuées doit être annexé au registre de sécurité.

Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur et des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement (R.143-34).

De plus, la commission demande que soit rappelé à l'exploitant de l'établissement, l'obligation qui lui est faite par les dispositions de l'article R. 143-03 du CCH, de respecter les mesures de prévention et de sauvegarde propres à assurer la sécurité des personnes. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne le dégage pas des responsabilités qui lui incombent personnellement comme indiqué à l'article R. 143-34 du même code.

Le présent procès-verbal sera transmis :

- sous huit jours, au maire de la commune concernée, qui prendra sa décision par arrêté, l'adressera

Liste des documents étudiés / résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / levées de prescriptions :

- Registre de sécurité à mettre à jour en date du 20/03/2025
- Portes automatiques : Relevé de vérification des portes automatiques en façade (CO 48) OTIS en date du 12/11/2024
- Désenfumage naturel : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) ARLI en date du 12/11/2024
- Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10) **non réalisée**
- Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58) DALKIA
- Etanchéité (gaz liquide frigorigène) : Tous les ans par un technicien compétent (CH 58) (CH 57) DALKIA en date du 22/05/2023
- Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57) en date du 11/09/2024
- Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29) APAVE en date du 15/04/2024
- Groupe électrogène : TC/15j / 1/mois (EL 18) KOHLER en date du 09/10/2024
- Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19) APAVE en date du 03/12/2024
- Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15) APAVE en date du 03/12/2024
- Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11) APAVE en date du 25/11/2024
- Ascenseurs Monte-charges : Contrat d'entretien des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants (AS 8) OTIS en date du 31/12/2024
- Appareils de cuisson : Relevé de vérification des appareils de cuisson (GC 22) APAVE en date du 15/04/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73) ERIS en date du 26/11/2024
- Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73) APAVE en date du 25/07/2023
- Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38) DESAUTEL en date du 17/04/2024
- Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33) AIR LIQUIDE en date du 29/07/2024
- Thermoscanner installations électriques en date du 24/02/2025

Descriptif de la visite :

La visite a pour objet le contrôle périodique de l'établissement tel que prévu par l'article R 143-41 du CCH. Au cours de la visite, la commission a abordé les points suivants :

- Vérification de la réalisation de l'entretien des installations techniques.
- Essai de l'alarme / éclairage de sécurité / divers.
- Prise en compte des prescriptions antérieures.

Résultats des essais / examen des procès-verbaux antérieurs / observations :

Essai de l'alarme dans un local à risque (lingerie) et dans la circulation par l'action de détecteur autonome d'incendie: résultats corrects et bonne réactivité et réaction des personnels arrivés sur place.

L'éclairage de sécurité est efficace.

Les issues de secours sont en bon état de fonctionnement.

Le désenfumage mécanique est fonctionnel.

Observations:

- le local lingerie resté ouvert ,
- alarme générale sélective difficilement audible en tout point du bâtiment

Analyse de risque :

Au vu des éléments fournis à la commission de sécurité et des constatations effectuées lors de la visite, l'établissement présente un niveau de sécurité suffisant.

Avis de la commission :

La Commission d'arrondissement de SENS émet un avis **Favorable** au maintien à l'ouverture au public de l'établissement.

Au regard de l'avis **Favorable** reçu et tel que prévu par l'article GE 4 du règlement de sécurité (arrêté du 1er février 2010), la prochaine visite périodique devrait être effectuée en **mars 2028**.

Proposition(s) de prescription(s), recommandation(s), rappel(s) :

Prescription(s) liée(s) à l'exploitation :

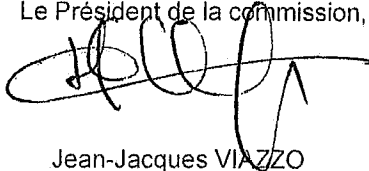
- 1• Initier le personnel de l'établissement à la mise en œuvre des moyens de secours et maintenir dans le

réglementairement au représentant de l'État dans l'arrondissement concerné, afin de le soumettre au contrôle de la légalité prévue par les articles L. 2131-1 et L.2131-2 du CGCT ;
- au secrétariat de la sous-commission départementale de sécurité ERP/IGH, chargé de la mise à jour des établissements recevant du public.

Il sera joint au dossier de l'établissement.

Fait à Joigny, le 20 mars 2025

Le Président de la commission,

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'JJ VIAZZO', with a long horizontal stroke extending to the right.

Jean-Jacques VIAZZO